



## Déclaration préalable du Sgen-CFDT

La rentrée scolaire a été ressentie par les personnels comme particulièrement difficile, bien plus que celle de 2020, les personnels sont épuisés professionnellement, physiquement et psychiquement après une année de pandémie et un horizon qui ne se dégage pas. Beaucoup d'entre eux, parmi les plus dévoués à leur métier, voient leur santé mise en danger et le Sgen-CFDT en est très inquiet.

Les personnels sont sous pression, et même si celle-ci se révèle prégnante dans toute la société actuellement, vous disposez, Madame la Dasein, de leviers pour la faire baisser.

Les personnels subissent une pression par rapport aux résultats : les formations de type plan maths et plan français sont perçues comme un alourdissement de la charge de travail, qui ne va pas forcément leur être utile dans le quotidien de classe, ce n'est en aucun cas un moment pour souffler et prendre du recul mais une perpétuelle mise en doute de sa pratique professionnelle. De plus, les « inspections d'école », décidées de façon incompréhensible par les IEN, sont perçues comme des sanctions et non comme un accompagnement. A cette crise des collègues qui souffrent dans leur carrière, et encore davantage à la fin de celle-ci, se rajoute une crise du recrutement. Le manque d'attractivité ne sera pas résolu avec une entrée dans le métier dégradée. Lors de cette rentrée scolaire, une dizaine de contractuels a encore été recrutée mais sans lien avec la crise sanitaire. Ces collègues, qui ont parfois raté le concours à peu de points, vont donc devoir affronter une entrée dans le métier bien difficile et devront aussi repasser le concours puisque la liste complémentaire n'a pas été ouverte. Pourquoi recourir aux contractuels alors qu'une liste complémentaire existe ?

Pression par rapport aux conditions de travail : on dénombre toujours plus d'élèves à besoins particuliers, il n'est pas rare d'en compter deux ou trois par classe. L'investissement personnel et la mise en place de dispositifs spécifiques sont énormes mais malgré cela, il reste difficile de concilier l'accueil de tous les élèves dans les classes qui restent chargées, en témoignent les nombreux et douloureux dépôts RSST.

Entendons-nous bien, le Sgen-CFDT est favorable à l'école inclusive, mais cela ne peut se faire sans moyens ! La Manche met en avant le label 100% inclusif, mais que dire quand on compte, comme l'an passé, 5 ULIS sur 41 écoles qui sont à 13 élèves alors que le seuil est à 12 ? Ne parlons pas des effectifs dans les sections de SEGPA ou de la direction de SEGPA du collège Diderot à Cherbourg non pourvue toute la première période ! Que dire par rapport aux écoles qui attendent une AESH, ou aux familles qui ont une notification de 24h pour leur enfant mais pour qui on dispose d'une AESH mutualisée, donc « partagée » entre plusieurs élèves ? Il est vrai que nous voyons une création de 21 emplois d'AESH dans notre département et nous nous en félicitons, néanmoins, 16,7 de ces postes sont donnés à l'enseignement privé qui accepte maintenant les élèves ayant une notification (et c'est une bonne chose) mais qui n'hésite pas à « utiliser » parfois les AESH comme moyen de remplacement !

Par ailleurs, comment expliquez-vous, Madame la Dasein, que les élèves les plus fragiles et les plus en difficulté par rapport à leur insertion dans la société soient les plus méprisés de votre part ? Le Sgen-CFDT s'insurge contre le traitement infligé aux élèves du LEA (ancien EREA) de St Lô : l'administration est allée « recruter » un PE pour lui demander de faire fonction de principal de collège début octobre, mais aucun remplaçant n'a été prévu pour le remplacer auprès de ses élèves ! Des classes entières se voient privées de cours de français, de maths et d'histoire-géo, les CCF ne sont plus anticipés et les élèves sont inquiets par rapport à l'obtention de leur diplôme. Cette situation de tension, créée par vous, fait suite à la suppression d'un poste de PE l'an passé. Que révèlent de telles mesures dans votre perception de cet établissement pourtant si cher aux yeux de vos prédécesseurs ?

La saignée que représente les suppressions de postes se poursuit dans le second degré qui doit à cette rentrée encore rendre des postes pour « financer » les mesures de priorité au premier degré. Si l'on considère la difficulté à recruter dans certaines matières et les absences non remplacées, ce sont bien les élèves qui sont pénalisés car au final les cours manquants (qui peuvent parfois s'éterniser dans le temps) ne sont pas récupérés. Le Sgen-CFDT déplore que les conséquences de la pandémie ne soient pas suffisamment prises en compte, certaines cohortes d'élèves semblent « sacrifiées », celles et ceux qui ont dû s'adapter à un enseignement en distanciel pendant le premier confinement, puis faire une année entière en hybride voient maintenant un taux d'encadrement en leur défaveur et entendre notre Ministre assurer que la crise est surmontée.

Pour finir sur une note plus positive, nous souhaitons rappeler notre attachement au dialogue social ainsi que l'importance des corps intermédiaires que sont les organisations syndicales. Leur clairvoyance a permis d'éviter la création de postes de brigades dédiées à l'accueil de nos ex amis australiens. C'est pourquoi nous vous demandons de prendre le temps de la discussion, en instance bien sûr, mais également lorsque les organisations syndicales vous alertent sur des sujets par courrier ou demande d'audience. De même, si des décisions sont prises hors instance (annulation de fermeture, nouvelle ouverture), il nous semble légitime que vous teniez les membres du CTSD informés afin que ceux-ci ne le soient pas par voie de presse.